

Ouverture

des rencontres internationales

Igor Zamichiei*

* Membre du bureau national et du Comité exécutif du PCF

C'est avec grand plaisir que j'ouvre cette rencontre sur le thème de la mondialisation capitaliste et de l'enjeu de la révolution pour un monde de partage et de coopération.

Je veux avant tout remercier l'ensemble des intervenantes et intervenants qui ont accepté l'invitation du Parti communiste, singulièrement nos intervenants étrangers, et l'équipe de la revue *Économie et Politique* qui en est l'initiatrice, plus particulièrement Frédéric Boccara, membre du comité exécutif national du PCF, ainsi que tous les camarades du parti, militant. es, salarié. es, qui ont contribué à son organisation.

Cette initiative est nouvelle et traduit la volonté du PCF de faire entendre plus fort son engagement dans les luttes de classes mondiales, porteuses d'une immense aspiration à un autre monde, émancipé des logiques capitalistes.

Il y a désormais un peu plus d'une décennie survenait la crise économique et financière de 2007-2008.

Cette crise, par son ampleur, a révélé la crise systémique du capitalisme financiarisé et mondialisé.

Je veux saluer ici l'apport de Paul Boccara à l'analyse de cette crise à travers ses recherches sur la crise des quatre marchés : les marchés monétaires et financiers, le marché du travail, le marché des productions et le marché mondial. Analyse qui a permis à notre parti de franchir une étape décisive dans la compréhension de la crise et des moyens de son dépassement.

Suite à la crise de 2007-2008, à court terme, les énormes injections de liquidités par les banques

centrales ont stoppé la réaction en chaîne. À long terme, ces injections de liquidités sans critère qui se poursuivent aujourd'hui et les politiques néolibérales qui les accompagnent créent les conditions d'une crise plus grave encore parce qu'elles ne répondent pas aux facteurs profonds qui l'ont engendrée.

Et ces politiques sont à l'origine d'une aggravation inédite des inégalités dans l'histoire capitaliste et de soulèvements de peuples dans de très nombreux pays du monde.

En 2010 et 2011 ont émergé les mouvements de citoyens indignés par l'action de la troïka en Grèce, en Espagne, au Portugal, le mouvement *Occupy Wall Street* aux États-Unis, le « Printemps arabe » en Tunisie, en Égypte et d'autres pays. Et ces derniers mois une nouvelle vague de contestation a, à nouveau, saisi la planète, au Chili, en Équateur et dans plusieurs pays d'Amérique latine, en Algérie, au Liban, en Irak pour ne citer que ceux-là. Et bien sûr ici, en France, avec le mouvement des gilets jaunes et celui contre la réforme des retraites.

Ces luttes ont parfois poussé à la démission des dirigeants qui servaient exclusivement les intérêts de leur classe. Elles ont créé une solidarité essentielle et apporté une expérience importante. **Mais ces luttes inédites de cette dernière décennie n'ont pas jusqu'à présent débouché sur de nouvelles conquêtes sociales majeures. Pourquoi ? Cela tient à mon sens à deux facteurs : la faiblesse du niveau de conscience de classe et un manque d'objectifs révolutionnaires partagés.**

Et d'ailleurs notons que ces deux facteurs ont conduit, dans plu-



Ces politiques sont à l'origine d'une aggravation inédite des inégalités dans l'histoire capitaliste et de soulèvements de peuples dans de très nombreux pays du monde.



sieurs pays, à l'arrivée aux pouvoirs de dirigeants nationalistes, accompagnée d'une offensive idéologique de très grande ampleur, une opération de maquillage, qui vise à dissimuler le fait que dirigeants néolibéraux et dirigeants d'extrême droite sont unis par les liens sacrés du marché. Les premiers, les néolibéraux portent eux-mêmes des mesures populistes et autoritaires qui n'ont rien à envier à celles des seconds, qui n'hésitent pas quant à eux à recourir à des recettes néolibérales classiques. Les communistes sont clairs sur le fait que jamais le repli nationaliste ne permettra le progrès social.

Pour revenir aux luttes, le fait est que la grande majorité des luttes actuelles sont des luttes de résistance et que nous devons compléter cette action essentielle de résistance par de nouvelles

luttres offensives, positives, et de portée internationale, qui créent l'unité de celles et ceux que nous voulons rassembler pour un autre projet de société. «Dire non ne suffit plus» pour reprendre le mot de l'essayiste canadienne Naomi Klein, il faut pouvoir dire oui, de manière consciente et active, à un autre projet de société que le projet capitaliste.

Aussi, si je devais ne fixer qu'un seul objectif à notre rencontre ce serait de chercher ensemble, à partir de nos expériences, les voies politiques qui nous permettraient d'adosser aux résistances actuelles au projet capitaliste des luttres offensives pour porter une alternative.

Comme nous l'avons affirmé lors de notre dernier congrès, «il s'agit pour nous d'inventer avec toutes les forces disponibles les nouveaux contours et les outils pour des combats communs internationalistes, qui renforcent les capacités émancipatrices des peuples et des travailleurs et travailleuses dans le combat pour dépasser le capitalisme en unissant les forces progressistes de transformation sociale sans exclusive».

Pour y parvenir, je voudrais mettre en débat trois enjeux qui me paraissent essentiels.

Le premier me semble-t-il est de saisir le monde tel qu'il est aujourd'hui et les grands défis du *xx^e* siècle.

Le monde a changé. Nos sociétés se sont profondément transformées sous l'effet des révolutions démographique, informationnelles, monétaires. Et nous affrontons aujourd'hui d'immenses défis de civilisation. J'en citerai cinq qui me paraissent essentiels :

- face à la multiplication des conflits, à la concurrence mondialisée: le défi de la paix, de la sécurité collective et de nouvelles coopérations internationales ;
- face au chômage, à la précarité, aux transformations du travail et de son organisation: le défi du travail, de l'emploi et de la protection sociale ;
- face à la perte de biodiversité, au changement climatique, aux pollutions, à l'obsolescence programmée, aux scandales alimentaires, aux accidents industriels: le défi écologique ;

– face à la marchandisation, aux privatisations, le défi de la défense et de la création de biens communs et de services publics ;

– face aux violences faites aux femmes et à la domination patriarcale, le défi de l'égalité femme-homme.

Le deuxième enjeu, c'est d'identifier les moyens de relier ces défis aux colères du quotidien, aux résistances qui grandissent partout dans le monde en élevant le niveau de conscience des acteurs des luttres, de leurs intérêts communs.

Nous devons travailler à montrer en quoi les décisions imposées aux peuples servent les intérêts de la classe capitaliste, plus généralement de ceux qui veulent maintenir leur domination. Et montrer en quoi ces décisions constituent une impasse pour relever ces défis.

Agir pour l'unité des travailleuses en montrant à l'inverse les intérêts communs de travailleurs aux vécus et aux statuts différents. Pointer les institutions sur lesquelles l'exploitation ou la domination s'appuie et la façon dont l'argent est utilisé. Faire reculer les dogmes dominants que sont les soi-disant « poids de la dette », « coût du travail » et le patriarcat. Ou encore multiplier les initiatives de solidarité concrète qui montrent l'atout que constitue l'action collective.

Le troisième enjeu est de construire avec les actrices et les acteurs des luttres les grandes transformations révolutionnaires que nous voulons porter.

Il s'agit de co-construire et d'opposer à la cohérence capitaliste une autre cohérence: un objectif révolutionnaire à atteindre, une transformation des institutions pour le réaliser, des pouvoirs nouveaux à conquérir, une nouvelle utilisation de l'argent pour le financer.

À peine ces enjeux sont-ils énoncés que nous devons je crois partager un autre constat.

Si le monde a profondément changé, les organisations du mouvement ouvrier, associatives, syndicales et politiques, se sont affaiblies

car elles n'ont pas su se transformer pour intervenir dans les nouvelles conditions politiques.

Nous devons donc travailler dans chaque pays, à partir de la réalité de nos collectifs militants, pour identifier comment nous déployer dans la société, dans les grands secteurs professionnels tels qu'ils sont aujourd'hui, dans les réseaux de luttres et d'actions qui émergent. Il nous faut trouver les voies pour intervenir de manière efficace dans le monde du travail, qui est le cœur de l'affrontement avec le capital, ainsi que dans tous les espaces d'engagements.

Nous devons également travailler à une nouvelle complémentarité d'action entre les citoyens, les forces associatives, syndicales et politiques en respectant l'autonomie des organisations tout en favorisant les convergences. Cela implique d'ouvrir des espaces qui permettent la confrontation d'expériences entre les acteurs, trices de luttres d'un même secteur, la valorisation des initiatives les plus rassembleuses. Et au sein de ces espaces, chercher à rassembler tous-tes les citoyennes engagés-es et les forces autour de plate-formes de transformation sociale.

Et enfin, nous devons internationaliser ce travail. Cette rencontre y participe pleinement.

Il s'agit de partager l'analyse des politiques capitalistes, les expériences des luttres, les conditions de victoires locales, les propositions de transformations à tous les niveaux, commencer à travailler ensemble par exemple à ce que pourraient être d'autres traités internationaux.

Vous l'aurez compris, nous sommes très attentifs à toutes les expériences dont la rencontre d'aujourd'hui et de demain nous apportera des échos.

Enfin, nous souhaitons que cette première rencontre inaugure un travail durable sur la mondialisation capitaliste et la révolution à opérer.

Encore merci à toutes et tous de votre présence et de votre contribution à cette initiative. ■■■